

RAPPORT  
ANNUEL Publiable  
2011



*Let's win together*

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

---

**Président :**

***M. CHENDJOU PIERRE***

**Administrateurs :**

*M. DJOMEGNE DZUKAM FRANCOIS*

*M. TAGO FOM ALAIN JULES*

*M.TEGUIA KAMDEM ISIDORE*

*M.TCHIENGOUA FRANCOIS*

## COMMISSAIRE AUX COMPTES

---

**CAFEX NOUBISSI**

CABINET FIDUCIAIRE D'AUDIT ET D'EXPERTISE COMPTABLE

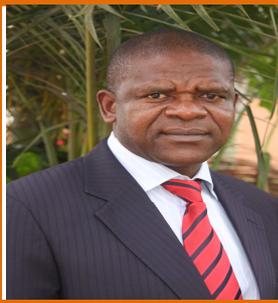
**Représenté par :**

**M. NOUBISSI Pierre Collins**

Agrément CEMAC N° EC 99,

Inscription ONECCA N° 31 ECP

BP: 2513 YAOUNDE



M. Pierre CHENDJOU  
PRESIDENT

## Message du Président

Mesdames et Messieurs,

L'année 2011 s'achève dans un contexte international marqué par la crise de la dette publique en Europe et les turbulences socio politiques enregistrées et dont les conséquences ont été perceptibles sur le comportement de l'économie mondiale.

En Afrique, à la différence du reste du monde, le continent a connu une dynamique positive au niveau du taux de croissance de son PIB qui est passé de 4,7% en 2010 à 5% en fin 2011. Cette même dynamique a été observée sur l'évolution du taux de croissance du PIB au Cameroun qui est passé de 2,8% en 2010 à 4,7% en fin 2011.

A FINANCIAL HOUSE SA, l'exercice 2011 correspond à la première année de mise en œuvre de notre plan stratégique d'entreprise « 2011 - 2013 ».

Pour rester un établissement de micro finance de référence, nous devons poursuivre notre politique de croissance maîtrisée engagée dès le départ, en contrôlant régulièrement l'atteinte de nos objectifs stratégiques.

L'année 2012 s'annonce pour nous comme une année de défis à plusieurs niveaux ; il s'agira de continuer la mise en œuvre de notre plan d'entreprise avec la concrétisation de l'ouverture de la nouvelle agence d'AKWA Palace, le renforcement des effectifs et le suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées par les organes de contrôles.

Mesdames et Messieurs, l'exercice 2011 s'achève avec un résultat en augmentation de 58,27% par rapport à celui de l'exercice précédent ; ce qui montre un maintien de la dynamique de croissance de notre activité au fil des ans.

C'est l'occasion pour moi de remercier toute l'équipe de Direction de l'entreprise ainsi que l'ensemble des employés qui ont travaillé pour l'atteinte de ces objectifs ; j'ai la conviction qu'il s'agit d'un signal qui invite à continuer dans cette optique qui permettra de rester une entreprise rentable et pérenne, toujours prête à satisfaire les exigences sans cesse croissantes d'une clientèle rigoureuse.

Pierre CHENDJOU

Page 2

## INTRODUCTION



### *Une Année de ralentissement de la croissance associée à une augmentation des risques.*

L'économie internationale a été secouée en 2011 par une volée de chocs en série. Le Japon a été frappé par le tremblement de terre et le tsunami qui ont dévasté l'Est du pays, et l'on a observé une agitation particulière dans certains pays producteurs de pétrole. Dans le même temps, les efforts de remplacement de la demande publique par la demande privée sont tombés au point mort aux États-Unis, la zone euro a été prise dans une grave tourmente financière, l'essentiel des marchés mondiaux ont souffert d'un bradage massif d'actifs à risques, et les signes de débordement dans l'économie réelle se multiplient. Les problèmes structurels des pays avancés touchés par la crise se sont révélés encore plus épineux que prévu, de même que le processus de conception et de mise en œuvre des réformes qui est resté encore plus compliqué.

D'après les projections des *Perspectives de l'économie mondiale*<sup>1</sup>, la croissance mondiale est restée faible, tombant à 3,6 %, contre plus de 5 % en 2010. Le PIB réel des pays avancés a connu aussi une faible expansion d'environ 1,5% en 2011, grâce au relâchement des forces qui ont temporairement freiné l'activité pendant la plus grande partie du deuxième trimestre de 2011.

### *Température de l'économie nationale*

Selon les données de l'Institut national de la statistique, la croissance s'est établie à 4.1 % en 2011 après un niveau atteint de 3.2 % en 2010. La structure de la production révèle un fort potentiel dans les secteurs agricole, forestier et minier. La répartition sectorielle en pourcentage du PIB reste constante d'une année à l'autre et est dominée par le secteur des

<sup>1</sup> Bulletin d'information du FMI. International Monetary Fund, Publication Services, Division des services multimédias, Washington

services (46.4 % en 2011 et 43.2 % en 2010). Le secteur secondaire a représenté 26.4 % en 2011 contre 27.7 % en 2010.

En revanche, la contribution du secteur primaire, tirée par l'agriculture et la sylviculture, a augmenté de 21.7 % en 2010 à 22.9 % en 2011. Le sous-secteur agricole a contribué à hauteur de 3.1 % à la croissance du secteur primaire.

La part du secteur tertiaire dans le PIB s'est établie à 46.4 % du PIB en 2011 contre 43.2 % en 2010, en raison d'une reprise des activités dans le domaine du commerce, des transports et des télécommunications.



Boeing 767-300ER

Par exemple dans le domaine des transports, le démarrage des activités de la CAMAIR-Co a permis une augmentation du trafic passager de 1.2 % et du fret aérien de 5.7 % au cours du premier semestre 2011.

Une progression du taux d'inflation a été observée, passant de 1.3 % en 2010 à 2.5 % en 2011; une augmentation qui s'explique principalement par le regain de l'activité économique.

La reprise amorcée en 2010 a permis sur le plan monétaire une reconstitution des avoirs extérieurs qui ont enregistré une hausse de 4.3 % suivie d'une baisse de 10 % en 2011. Les crédits à l'économie ont progressé de 17 % environ. Les crédits à court terme sont restés prédominants dans les créances du système monétaire sur l'économie. La masse monétaire (M2) progresse avec un taux de croissance estimé à 9.8 % en 2011 mais dans une moindre proportion qu'en 2010.

Globalement, avec la mise en œuvre du document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) associé au démarrage de certains grands projets structurants, le taux de croissance économique est projeté à 4.4 % et 4.6 % respectivement en 2012 et 2013.

FINANCIAL HOUSE SA a exercé son activité en 2011 dans cet environnement économique et financier particulier au Cameroun et les résultats obtenus montrent cette tendance.

## LES INDICATEURS STRUCTURELS DE L'ENTREPRISE

### 1- Les fonds propres

Au 31 décembre 2011, on enregistre une hausse de l'ordre de 60,21 % du niveau de cet indicateur par rapport à l'exercice 2010.

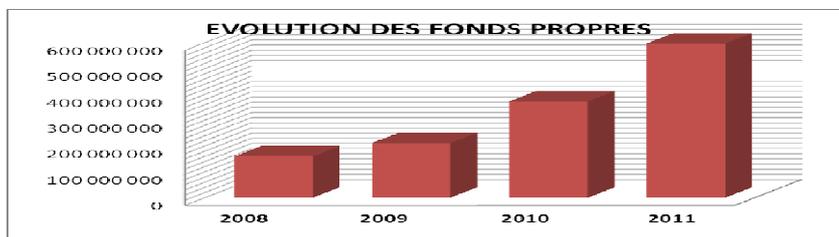


Figure 1

### 2- Le total du bilan

Au 31 décembre 2011, le total bilan de FINANCIAL HOUSE SA est chiffré à FCFA 9 845 948 721 et est en nette augmentation par rapport au niveau de 2010 de l'ordre de 18,28%.

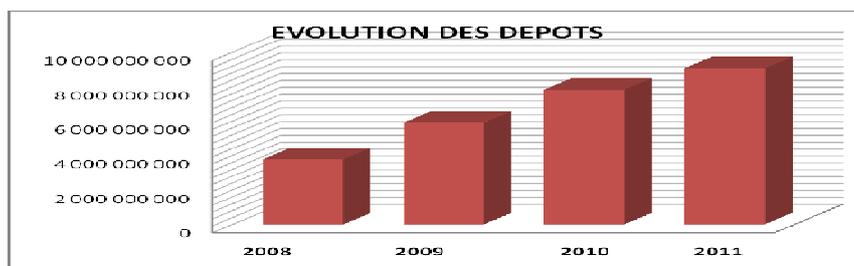


Figure 2

### 3- Les dépôts collectés

Les dépôts de la clientèle ont connu en 2011 une augmentation de l'ordre de 16% par rapport à l'exercice précédent.

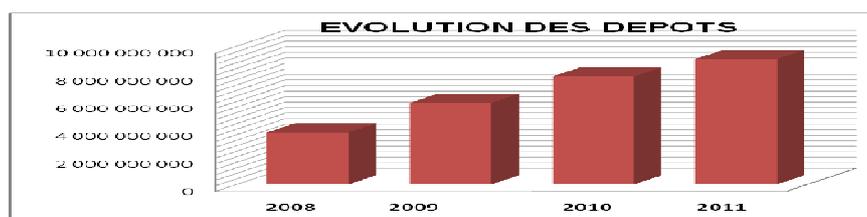


Figure 3

### 4- Les crédits accordés à la clientèle

Le total de concours financiers accordés à la clientèle en 2011 présente une croissance de 38% par rapport à l'exercice 2010.

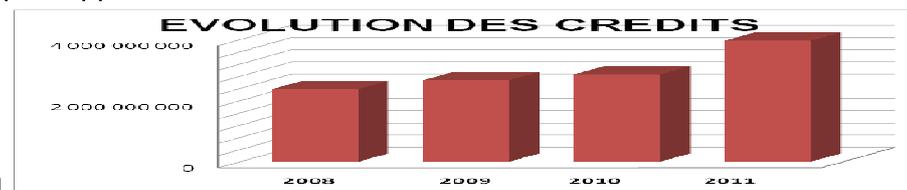
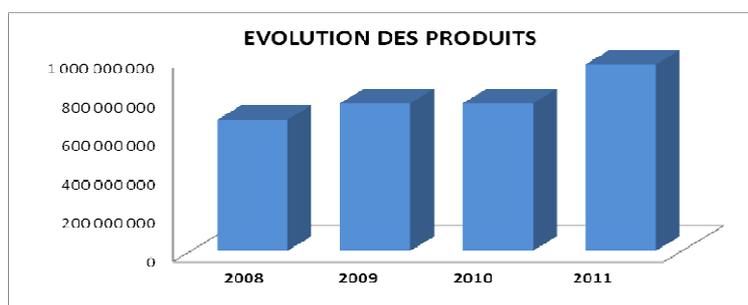


Figure 4

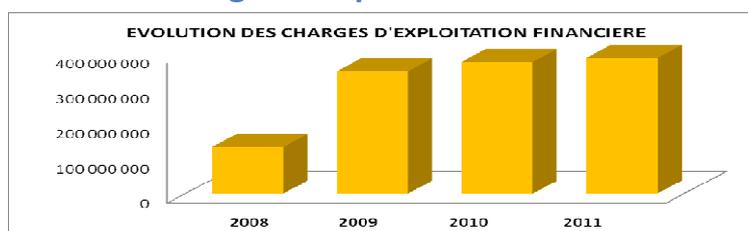
# LES INDICATEURS DE GESTION DE L'ENTREPRISE

## 1- Les Produits



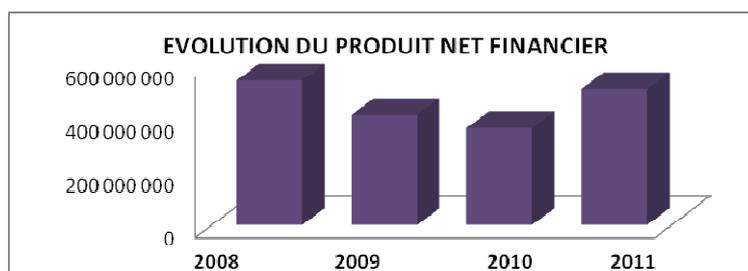
Les produits au 31 Décembre 2011 connaissent une croissance de 25,53% par rapport à l'exercice 2010.

## 2- Les charges d'exploitation financières



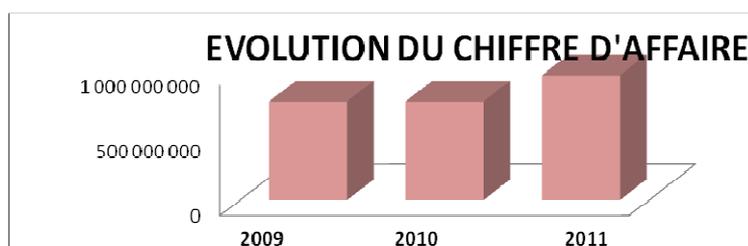
Les charges d'exploitation augmente au fil des ans avec le développement de l'entreprise ; c'est ainsi qu'au 31 décembre 2011, on note une augmentation de ces charges de l'ordre de près de 3%.

## 3- Le Produit Net Financier



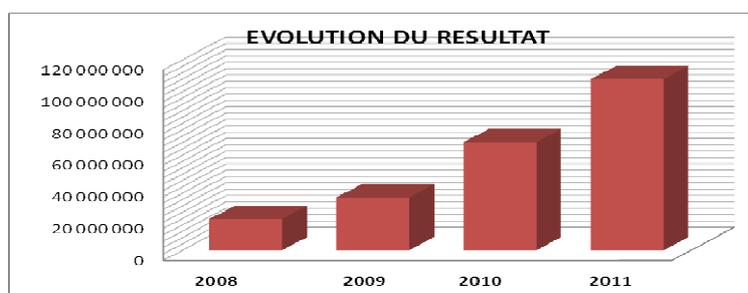
Le produit Net Financier au 31 décembre 2011 connaît une croissance de 40%.

## 4- Le Chiffre d'affaires



Le chiffre d'affaire de FINANCIAL HOUSE SA est dans une dynamique d'évolution et a connu au 31 décembre 2011 une croissance de 25, 52 %.

## 5- Le Résultat Net

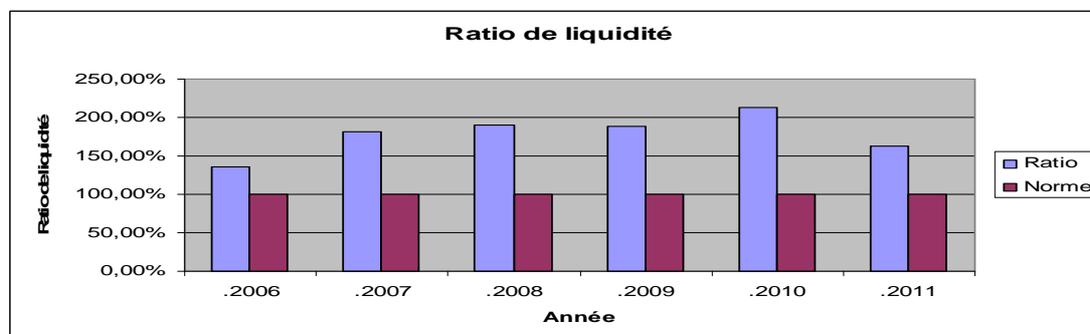


Le résultat net en 2011 est positif et en progression de 58,27%. Toutefois ce taux de progression reste inférieur au taux de 103 % enregistré en 2010 par rapport au taux de 2009.

## Les Ratio Prudentiels

### 1. Règlement 2002/14 relatif à la liquidité des EMF

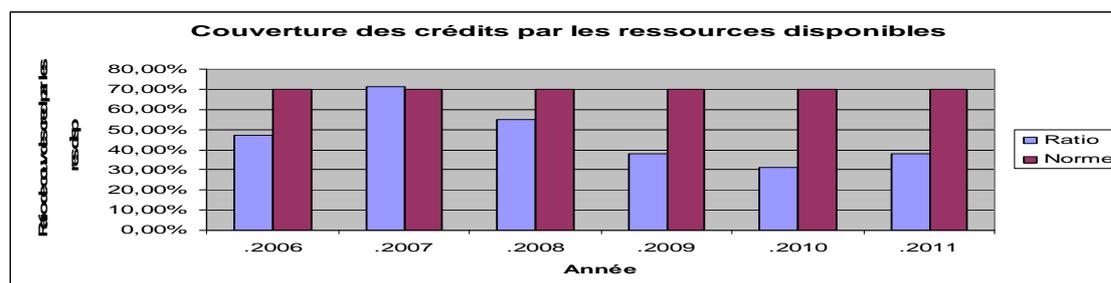
Au 31 décembre 2011, le niveau de liquidité était de 145,88 %, largement au dessus de la norme qui est de 100%.



### 2. Couverture des crédits par les ressources disponibles

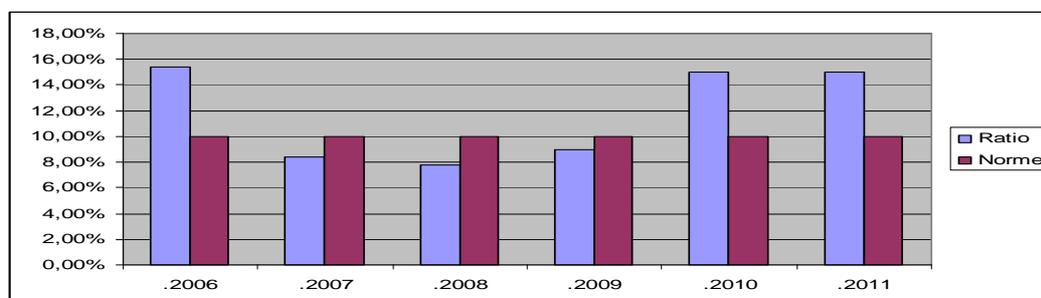
Ce ratio définit le coefficient maximum des ressources qu'il est possible d'affecter à l'activité de crédit. Ce coefficient est fixé à 70% pour les EMF de deuxième catégorie.

Au 31 décembre 2011 Comme l'indique le tableau ci-dessous, ce ratio est passé de 30,84% 2010 à 37,75 % au 31/12/2011



### 3. couverture des risques

Ce règlement définit la solvabilité de l'EMF ; tel qu'il ressort du niveau de la marge de solvabilité, FINANCIAL HOUSE répond aux exigences en la matière. Le tableau ci-après présente son comportement au cours des 6 derniers exercices.



Ce ratio est resté stable aux alentours de 15% en 2011.

## Note sur les états financiers

	Réalisé au 31/12/10	Réalisé au 31/12/2011	Variation	TAUX
<b>STRUCTURE</b>				
CAPITAL LIBERE	296 270 000	400 314 734	104 044 734	<b>35,12%</b>
Total du bilan	8 324 276 265	9 845 948 721	1 521 672 456	<b>18,28%</b>
FONDS PROPRES	372 729 082	597 167 629	224 438 546	<b>60,21%</b>
TOTAL CREDITS	2 860 311 014	3 966 984 186	1 106 673 172	<b>38,69%</b>
PROVISIONS	393 342 225	394 631 323	1 289 098	<b>0,33%</b>
TOTAL DEPOT CLIENTELE	7 817 380 875	9 069 617 904	1 252 237 029	<b>16,02%</b>
TRESORERIE	5 534 536 428	5 752 322 019	217 785 591	<b>3,94%</b>
<b>RESULTAT</b>				
CHIFFRE D'AFFAIRES	767 142 358	963 027 433	195 810 594	<b>25,52%</b>
PRODUIT NET FINANCIER	362 325 892	509 270 243	146 944 351	<b>40,56%</b>
FRAIS GENERAUX	248 880 539	321 572 099	72 691 560	<b>29,21%</b>
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	139 020 454	209 774 059	70 753 605	<b>50,89%</b>
RESULTAT NET	68 240 305	108 005 615	39 765 310	<b>58,27%</b>
<b>RATIOS</b>				
COUVERTURE DES RISQUES	14,91	14,51%	-0,4 %	<b>-2,68 %</b>
COUVERTURE DES IMMO	195,00%	294%	99 %	<b>50,76 %</b>
RATIO DE LIQUIDITE	213,05%	145,88 %	67,17 %	<b>-31,52%</b>

## **Extrait du Rapport général du Commissaire aux comptes**

Mesdames, Messieurs les Administrateurs,

En application de l'article 715 de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport complémentaire sur les comptes de l'exercice 2011 que nous avons examinés dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes.

Cet examen a été réalisé conformément aux normes généralement admises en audit et en respect des prescriptions de l'Acte uniforme OHADA d'une part, et au règlement N°01/02/CEMAC/UMAC/COBAC relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de micro finance dans la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale d'autre part. Nous avons ainsi effectué toutes les diligences que nous avons jugées utiles pour nous faire une opinion suffisante sur les états financiers au 31 décembre 2011.

### **I- INFORMATIONS LEGALES**

#### **I-1 NATURE DES CONTROLES ET VERIFICATIONS EFFECTUES**

Les différents contrôles et vérifications effectués suivant les normes de notre profession ont porté sur : l'examen des procédures de contrôle interne, le contrôle des comptes, le respect de la réglementation et la gestion fiscale.

#### **I-2 CONSEQUENCES COMPTABLES DES CONTROLES**

Lors de nos contrôles et vérifications sur le terrain, nous avons obtenu de la Direction Générale, la régularisation de toutes les erreurs comptables et autres imputations inappropriées que nous avons relevées.

#### **I-3 IRREGULAITES ET INEXACTITUDES DECOUVERTES**

Lors de nos contrôles, nous n'avons relevé aucune irrégularité, ni exactitude à révéler au Conseil d'Administration ou au Procureur de la République au titre de l'exercice 2011.

### **II- OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS**

#### **II-1 MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES**

Le contrôle du suivi des recommandations antérieures nous a permis d'identifier des recommandations exécutées et celles non encore exécutées.

#### **II-2 CONTROLE DES COMPTES**

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé par sondage au contrôle proprement dit des comptes de l'exercice 2011. L'organisation de cette partie des travaux s'est articulée autour des principaux cycles des opérations de FINANCIAL HOUSE SA que sont le cycle des recettes et le cycle des dépenses.

### **III- ANALYSE DU RESULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIERE**

#### **III-1 ANALYSE DU RESULTAT**

L'exercice 2011 s'est clôturé avec un résultat bénéficiaire net de FCFA 108 005 615 contre 68 240 305 FCFA l'exercice précédent, en augmentation de 58,27%.

L'amélioration du résultat bénéficiaire de l'exercice par rapport à 2010 a été favorisée d'abord par la croissance du chiffre d'affaire (+26,40%) qui est passé de FCFA 761 870 289 à FCFA 963 027 433 FCFA en 2011, ensuite par une diminution plus importante des charges générales d'exploitation avec un taux d'évolution de -7,34 % contre -3,43% pour les produits de même nature et enfin par une sensible diminution proportionnelle de l'impôt sur les sociétés due à l'exonération des produits bons du trésor public (28 000 000 FCFA).

#### **III-2 SITUATION FINANCIERE**

Au terme de nos travaux et au 31/12/11, la situation patrimoniale de FINANCIAL HOUSE SA est équilibré à l'actif et au Passif à la somme de FCFA 9 845 948 721, tel que présenté dans son bilan. Cette situation patrimoniale prend en compte le résultat bénéficiaire de FCFA 108 005 615 déterminé dans le compte de résultat.

#### **III- 3 OPINION**

Sur le plan financier, votre établissement présent au 31 décembre 2011 avant affectation du résultat une structure financière équilibrée avec un fonds de roulement positif de FCFA 399 896 431 contre FCFA 186 294 669 au 31/12/10 et un coefficient comptable de couverture des immobilisations par des capitaux permanents de 2,97 contre 1,97. La consolidation de la structure financière de votre établissement a été favorisée par les effets conjugués de la libération d'une grande partie du capital augmenté par décision de l'assemblée générale mixte du 18 juin 2010, de la réalisation d'un résultat bénéficiaire en 2011 et de l'enregistrement d'un écart de réévaluation de FCFA 28 243 928 qui figure au passif du bilan. Les effets de ces nouvelles ressources ont été atténués par de nouveaux investissements de FCFA 48 721 990 réalisés en 2011.

**NOUBISSI Pierre Collins**

Expert Comptable agréé CEMAC